

Réunion publique de Laurent Wauquiez en Vaucluse





Laurent Wauquiez, candidat à la présidence des Républicains, tiendra une réunion publique le lundi 3 mars à 12h15 au domaine la Roque à Althen-des-Paluds. Pour l'occasion, il sera accueilli Jean-François Périlhou, président des Républicains du Vaucluse, ainsi que par les militants du département.

L'ancien président du Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes qui a dû quitter ses fonctions fin 2024 en raison du non-cumul des mandats ne sera pas en terrain inconnu puisqu'il connaît bien le département. En novembre dernier, le patron du groupe LR à l'Assemblée nationale était notamment venu rencontrer les viticulteurs vaucluciens pour évoquer les difficultés de leur filière. En 2022, ce grand amateur de vélo avait également gravi le Mont Ventoux après s'être entraîné sur les routes des Baux-de-Provence. Une ascension du géant de Provence qu'il avait déjà réalisé auparavant en 2018 avec son fils.

L.G.

Lundi 3 mars. 12h15. Domaine La Roque. 450, route de la Roque. Althen-des-Paluds







Rejet de la ratification du CETA au Sénat : les viticulteurs et le sénateur Jean-Baptiste Blanc hors d'eux



Ecrit par le 3 novembre 2025



Depuis 2019, cet accord entre l'Union Européenne et le Canada (CETA = Comprehensive Economic & Trade Agreement), n'a jamais été ratifié. Hier, au Palais du Luxembourg, il a été rejeté à une écrasante majorité, ce que dénonce le sénateur LR de Cavaillon, Jean-Baptiste Blanc qui participait à La Taille de la Vigne des Papes à Avignon ce jeudi 21 mars.

« Le Canada est le 4ème marché d'export pour nos vignerons de la Vallée du Rhône. Il représente 77 000 hl et un chiffre d'affaires de 51M€. Il progresse régulièrement de 5% en valeur et de 4% en volume depuis 2016 et les Côtes-du-Rhône sont la 1ère AOP (appellation d'origine protégée) exportée vers le Canada. Quel gâchis. C'est surréaliste. » dénonce-t-il.

Voir ici les votes



LR de Vaucluse : voici les 91 nouveaux élus des instances départementales





Les 877 adhérents des Républicains et électeurs inscrits ont été amené ce dimanche 26 et ce lundi 27 novembre aux urnes, par un scrutin électronique, pour leurs élections internes et le renouvellement de leurs instances locales pour les 2 ans et demi à venir. C'est sans surprise <u>l'unique candidat Jean-François Perilhou</u>, maire de Vaison-la-Romaine, président de la communauté de commune Vaison-Ventoux et conseiller régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'azur qui a été élu à la présidence de la fédération de Vaucluse. Il succèdera donc à l'ancien député de la 5ème circonscription de Vaucluse, Julien Aubert et pilotera la fédération de Vaucluse avec <u>Fabrice Libérato le tout nouveau secrétaire départemental nommé par les instances nationales ce 26 septembre</u>.

Les délégués et membres des 5 circonscriptions du département ainsi que les délégués de la fédération vauclusienne au Conseil National des Républicains ont également été tous élus.

La participation a oscillé entre 51,45 % dans la 1ère circonscription à 77,18 dans la 4ème circonscription





de Vaucluse. Il est a noté également que 18 sièges n'ont pu être pourvu par manque de candidats dont aucun pour les délégués des nouveaux adhérents dans la 5ème circonscription.

Voici la liste officielle des 91 nouveaux élus des instances vauclusiennes des Républicains

LR de Vaucluse : Jean-François Perilhou unique candidat à la présidence





Les adhérents des Républicains vont être amené ce dimanche 26 et ce lundi 27 novembre aux urnes, par un scrutin électronique, pour le premier tour de leurs élections internes et le renouvellement de leurs instances locales. Le cas échéant, un second tour sera organisé les 29 et 30 novembre 2023. Jean-François Perilhou, maire de Vaison-la-Romaine, président de la communauté de commune Vaison-



Ventoux et conseiller régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'azur est l'unique candidat à la présidence de la fédération de Vaucluse.

Les adhérents des Républicains de Vaucluse seront amenés à renouveler :

- Président(e) de Fédération ;
- Délégué(e) de Circonscription ;
- Membres du Comité de Circonscription ;
- Membres représentant les nouveaux adhérents au Comité de Circonscription;
- Déléqué(e)s de la Fédération au Conseil National.

Voici la listes des candidats en Vaucluse :

Election à la présidence de la fédération

- Jean- François Perilhou

Election des membres délégués de circonscription

${\bf 1ere\ circonscription}$

- Gilbert Auzac
- Philippe Bruey
- Johan Courtois
- Alain Ducret
- Michel Frecon
- Serge Perramond
- Michel Rabemahefa
- Bernard Rouy
- Estelle Vieux

2ème circonscription

- Magali Bassanelli
- Dominique Brogi
- Roland Carlier
- Dominique Colombo
- Mathilde Dauphin
- Robert Delaye
- Eric Derrive
- Thibault Doizelet
- Bernard Guerrazzi
- Gérard Justinesy
- Jean-Paul Rivet
- Pascal Teranne
- Nicolas Valiente
- Olivier Vollaire





3ème Circonscription

- Françoise Baillou
- Philippe Baillou
- Laurent Cermolacce
- Melvin Chabran
- Alain Chazot
- Isabelle Chazot
- Jeremy Fernandes
- Jean-Baptiste Forment
- François Hernandez
- Isabelle Kiffer
- Monique Laporte
- Patrick Lorion
- Gaetan Lucbernet
- Michael Marino
- Christophe Obein
- Guillaume Pascal
- Audrey Reynaud
- Chantal Richard Parayre

4ème circonscription

- Nadine Albely Jullian
- Claire Brunet
- Marie-france Estival
- Sylvie Faresse
- Cyril Ferretti
- Evelyne Flohic
- Raymond Marlot
- David Marseille
- Daniel Pirollet
- Jean-Claude Rouvière

5ème circonscription

- Patrice Aubert
- Julien Aubert
- Daniel Herbert
- Bernard Hulin
- Marc Jaume
- Bernard Le Dily
- Frédérik Reynaud

Représentant des nouveaux adhérents aux comité de circonscription







1ere circonscription

- Frédéric Camilleri
- Stephan Fiori
- Karine Fiori
- Majid Fouri
- Karim Lemière
- Luka Millet
- Michael riclafe

2ème circonscription

- Pierre-Charles Balland
- Xavier Benedetti
- Nathalie Faravel Geneston
- Katia Gerard Pujante
- Marlène Guerin Sylvestre
- Gaelle Lambert
- Kelly Ricard
- Virginie Roman Peyre
- Aurore Stella
- Tea Toppin

3ème Circonscription

- Christophe Bannery
- Sebastien Gimenez
- Alberic Marino
- Ana-Julia Vega Aguilar

4ème circonscription

- Marie Barbieri
- Thierry Detrain
- Delphine Goyon
- Eric Leturgie
- Xavier Marin
- Laurent Saurel
- Sebatien Surdel

5ème circonscription

pas de candidat

Délégués de la fédération de Vaucluse au Conseil national de Républicains

- Gilbert Auzac
- Gérard Battistini
- Dominique Brogi





- Frédéric Camilleri
- Amandine Cassard
- Johan Courtois
- Daniel Herbert
- Bernard Hulin
- Marc Jaume
- Isabelle Kiffer
- Gaetan Lucbernet
- David Marseille
- Audrey Reynaud
- Laurent Saurel
- Pascal Teranne
- Christophe Tonnaire
- Tea Toppin
- Bruno Valle

<u>Lire également : "LR de Vaucluse : Fabrice Liberato arrive et Julien Aubert part"</u>

LR de Vaucluse : Fabrice Liberato arrive et Julien Aubert part



Ecrit par le 3 novembre 2025



<u>Fabrice Liberato</u> vient d'être nommé secrétaire départemental de la fédération <u>Les Républicains</u> de Vaucluse par Eric Ciotti au bureau politique national. Dans le même temps, <u>Julien Aubert</u>, président de la fédération départementale, a annoncé ne pas renouveler son mandat aux élections internes qui auront lieu les 26 et 27 novembre prochains.

Désormais secrétaire départemental de la fédération <u>LR 84</u> depuis le mardi 26 septembre, Fabrice Liberato, qui est le président du <u>Syndicat mixte du Scot Cavaillon-Isle-sur-la-Sorgue-Coustellet</u> mais aussi adjoint au maire de Cavaillon délégué à l'urbanisme, est chargé de l'exécution des décisions des instances nationales dans le département. Il organise notamment les scrutins du Mouvement en Vaucluse. Aussi, il présente chaque année un rapport d'activité au Comité départemental.

De son côté, l'actuel président de la fédération départementale vient d'annoncer <u>sur sa page facebook</u> qu'il ne renouvellerait pas son mandat. « Je me suis posé les seules questions qui vaillent : celle de l'envie, celle de la légitimité et celle du projet, a déclaré Julien Aubert. L'une de ces trois questions m'a semblé conduire à une réponse résolument défavorable à ma candidature. » Le président de LR 84 a également exprimé son envie de se concentrer sur d'autres projets. « J'ai des projets personnels et politiques dans les mois et années à venir pour lesquels j'aurai besoin de toute mon énergie, à commencer par l'animation de mon mouvement, <u>Oser la France</u>. »

Ainsi, la personne qui succédera a Julien Aubert aura pour missions d'assurer la représentation des adhérents du département de Vaucluse auprès des instances du Mouvement, de convoquer le Comité départemental, déterminer son ordre du jour conjointement avec le secrétaire départemental, présider



Ecrit par le 3 novembre 2025

ses réunions, organiser la vie interne du Comité départemental et en appliquer les directives, mais aussi veiller à l'unité du Mouvement dans le département et à la libre expression de chaque adhérent. Le nouveau président de la fédération départementale sera également membre de droit du Conseil National.

V.A.

Alain Milon: « il faut redonner du pouvoir aux maires »





Avenir du Vaucluse, décentralisation, RSA, santé... Un moment avec Alain Milon, sénateur de Vaucluse et médecin de formation.

L'un des spécialistes santé au sein de la famille LR nous ouvrait les portes de sa permanence sorguaise. Alain Milon, 74 ans, témoigne d'une carrière politique pour le moins prolifique, au sein du Palais du Luxembourg, de la commission des affaires sociales, ou du conseil municipal de Sorgues. Questionné sur une potentielle lassitude en matière d'engagement, la volonté demeure intacte d'apporter sa pierre à l'édifice, de contribuer aux travaux parlementaires, notamment en matière de politique sociale.

L'agenda est pour le moins chargé. Un jour est dédié à la présentation du programme santé de Valérie Pécresse. Un autre prévoit une audition au Sénat sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie. Sans compter <u>une question</u> au gouvernement sur les Ehpad, sujet brûlant d'actualité. Le tout en observant ses obligations en tant que conseiller municipal de la commune de Sorgues, auprès de Thierry Lagneau qui l'a succédé en 2010 à la tête de la ville.



A Oyonnax, Alain Milon aux côtés de Valérie Pécresse et Philippe Juvin pour la présentation du programme santé. Crédit photo: Alain Milon

Après des mois de navettes parlementaires, la Commission mixte paritaire (CMP) est parvenue à un accord sur loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification). « Notre objectif était clair : renforcer l'efficacité de l'action publique sur le terrain local en évitant un tout nouveau « big bang » territorial, déclare le sénateur au nom du groupe LR. Un nombre significatif des apports sénatoriaux ont été rétablis dans le texte final : c'est donc un succès indéniable pour les collectivités ».



Parmi les avancées notables : permettre des délégations « ascendantes » de compétences, en ouvrant la voie aux intercommunalités « à la carte », ou encore en facilitant la restitution des compétences « voirie » et « tourisme » lorsque la situation locale s'y prête. Au chapitre logements sociaux et loi <u>SRU</u>, un contrat de mixité sociale entre le maire et le préfet est privilégié afin de fixer des objectifs plus réalistes, à l'échelle d'un territoire.

« Nous faisons le choix de la confiance en l'intelligence territoriale [...] », souligne Alain Milon. Le regard animé, le parlementaire nous gratifie de quelques anecdotes des arcanes de la vie politique nationale. Il faut dire que le sénateur est tombé dans la marmite républicaine très tôt. Membre du parti RPR dans les années 1980, UMP puis LR pour lequel il préside le comité de soutien de Valérie Pécresse en Vaucluse, Alain Milon est coutumier des aléas politiques. Le parlementaire fut maire de Sorgues pendant plus de vingt ans, vice-président du Conseil général de Vaucluse, conseiller régional et président de la Communauté de communes des Pays du Rhône et d'Ouvèze. Passionné par la génétique et la recherche, l'élu reste à ce jour président de la <u>Fédération hospitalière de France Paca</u>.

Gaudin, Le Pen, Tapie, Estrosi

<u>Jean-Claude Bouchet</u>, député LR, déclarait vouloir « <u>passer le relais</u>« . L'ancien maire de Cavaillon ne se présentera pas aux prochaines législatives pour tenter de briguer un 4e mandat. Pour le locataire du Palais du Luxembourg, aucune lassitude, pas même une once d'essoufflement. Alain Milon revient sur les écoles de Sorgues créees sous sa mandature, mais également sur « l'<u>un des plus beaux pôles culturels du département</u>, faisant environ 100.000 passages par an. »

En tant que président de la Commission des affaires sociales au sein du Conseil général, Alain Milon se consacre pleinement à la politique sociale du Département. « Je pense notamment à l'aide sociale à l'enfance. Quand je suis arrivé, il n'y avait plus qu'un centre médico-social à Avignon. Nous avons crée un centre dans quasiment chaque canton », rappelle-t-il. L'élu mise alors sur la proximité : « on s'adresse à des gens qui ont des moyens limités, dans un <u>département pauvre</u>. Les faire déplacer de Vaison à Avignon, c'est les empêcher de venir ».



Ecrit par le 3 novembre 2025



Intervention d'Alain Milon lors de la venue de Valérie Pécresse à Cavaillon. Crédit photo: Alain Milon

Autre page marquante du livre : le rôle de conseiller régional sous la présidence de Jean-Claude Gaudin de 1986 à 1998. « C'est une époque que je cite souvent. Il y avait Jean-Marie Le Pen, Christian Estrosi, Bernard Tapie... Même si on ne partageait pas tous la même vision, il y avait des personnes intéressantes, c'était assez épique! », se remémore le parlementaire.

Une fois élu sénateur en 2004, Alain Milon se dirige instinctivement vers la commission des affaires sociales dont il sera le président de 2014 à 2020. Il rapporte alors toutes les lois sur la bioéthique et les lois de santé de Marisol Touraine ou Roselyne Bachelot. L'élu est par ailleurs partisan de la procréation médicalement assistée et de la gestation pour autrui qu'il suggère de régulariser dès 2010.

« Je suis passionné par ça, mon évolution s'est faite dans des domaines différents à chaque fois, donc il ne peut pas peut y voir avoir de lassitude. La politique sociale du Département s'opère en fonction des compétences, à la Région il s'agissait de la politique de la Ville, au Sénat, la politique nationale. Même si



le titre est le même, les fonctions diffèrent, les visions, les populations touchées ne sont pas les mêmes », explique celui qui a notamment siégé au sein du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Un mot sur les législatives

Pour battre campagne aux prochaines législatives, le comité LR a jeté son dévolu sur la vice-présidente du Conseil départemental de Vaucluse : Elisabeth Amoros sur la 2e circonscription. « Elle est extrêmement dynamique, c'est un médecin, et en outre, elle s'occupe de politiques sociales », commente le sénateur. Sur la 3e circonscription, les candidats seront face au maire de Saint Didier, Gilles Véve. « C'est une circonscription essentiellement rurale. Il est vigneron, a été président de la fédération FDSEA, il reste à ce jour président de la cave des vignerons de Saint Didier. Il est connu du monde agricole, il connait ses enjeux », juge Alain Milon.

Roger Rossin, maire de Cairanne, est candidat dans la 4e circonscription, « Dans cette circonscription, il faut des gens de caractère. Roger Rossin est le candidat qu'il faut pour bousculer les choses », déclare le parlementaire. Autres candidats, le député sortant Julien Aubert, et la conseillère régionale <u>Dominique Brogi</u> sur la 1e circonscription. Au sujet de la présidente LR de la région Île-de-France, il confiera : « je pense qu'une femme est beaucoup plus déterminée qu'un homme ».





Alain Milon pose une question au gouvernement sur la mutuelle. Crédit photo: Alain Milon

L'avenir du Vaucluse?

Au chapitre filière d'avenir pour le Vaucluse, Alain Milon s'approche de la pensée de Julien Aubert, pour qui le département a sa carte à jouer en matière d'industrie <u>pharmaceutique et cosmétique</u>. « Je rejoins Julien, mais plutôt l'industrie de la recherche sur la génétique, des innovations en matière de santé, des médicaments innovants, anticancéreux par exemple. Faisons ce qui ne se fait pas ailleurs, une usine d'aspire ou de paracétamol, ça ne sert à rien », tranche-t-il.



Adrien Morenas prône une <u>Silicon valley de l'agroécologie</u> en Vaucluse, lorsque Jean-Claude Bouchet mise sur le <u>carrefour logistique</u> « énorme » que représente le département. « Le territoire est certes agricole mais essentiellement viticole, souligne le sénateur. Il faut aider cette activité d'excellence si elle veut persister dans le monde. » Pour le parlementaire, le département doit s'appuyer sur ses atouts : paysages, douceur de la météo, patrimoine. « On sent bien que de plus en plus de touristes ont envie d'y rester. Il faut attirer les entreprises d'avenir, les startups innovantes, celles qui proposent des technicités uniques. Le tout en jouant sur le bon vivre en Vaucluse », suggère-t-il.



Réception des représentants des caves coopératives Bourgogne-Jura-Vaucluse (épisode de gel avril 2021 – Plan gel). Crédit photo: Alain Milon

Une banque d'innovation

Quid du manque de foncier ? « Il y a de quoi faire, là aussi, tout dépend de la liberté des maires. Les friches industrielles sur le Département, il y en a beaucoup. Des entreprises ferment et des locaux restent vides et se dégradent », explique le sénateur qui suggère à Valérie Pécresse de créer une banque d'innovation au profit des entreprises innovantes. Celle-ci les dédouanerait de tout remboursement de



prêt si l'investissement ne portait aucun fruit.

« En recherche fondamentale, la France est dans le top 5 mondial, en recherche appliquée nous sommes dans les 50, et en recherche dans la mise en place du concept industriel, nous sommes dans les derniers. Nous sommes un confetti dans le monde. Si nous avions la volonté d'aider l'ensemble des chercheurs sur le territoire national à exploiter leurs recherches, nous pourrions créer des dizaines de milliers d'emplois. Si l'on pouvait installer un <u>Genopole</u> (incubateur de projets d'excellence dédié aux biotechnologies, ndlr) en Vaucluse par exemple, je me plierai en quatre pour y contribuer », déclare Alain Milon.

Il poursuit : « Ce qui m'intéresse ? Faire en sorte que nos concitoyens aient une bonne qualité de vie, que l'on puisse soigner de mieux en mieux. » Le sénateur s'inspire volontiers de Marcel Cachin : « il faut payer selon ses moyens, et recevoir selon ses besoins en matière de santé. Si vous êtes malade, que vous soyez milliardaire ou sans-abri, on doit vous soigner de la même façon. »

« Il faut payer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. »

Bien qu'une avancée ait été observée en matière de décentralisation, le chemin qui reste à parcourir n'en demeure pas moins sinueux. « Il faut déconcentrer les services de l'Etat. Il faut redonner aux maires le pouvoir qu'ils n'ont plus dans leur PLU (Plan local d'urbanisme) ou dans leur police municipale. Nos concitoyens se mettent en colère vis-à-vis de leurs élus locaux qui n'ont plus de possibilités d'actions. J'avais à l'époque des possibilités que Thierry Lagneau n'a plus. Il n'y a plus de taxe d'habitation, plus de recette propre à la commune qui ne peut plus composer avec ses budgets. Les PLU sont encadrés par les SCOT (Schéma de cohérence territoriale), ils n'ont plus de possibilité de gérer leur territoire comme ils le souhaitent. Dans la décentralisation, il faut redonner du pouvoir aux mairies. Finalement les constituantes de 1793 étaient plus décentralisateurs que nous », conclue Alain Milon avec le sourire.

RSA conditionné à un niveau d'épargne

Cette disposition en cours de réflexion entend conditionner l'octroi du RSA par les départements à un certain niveau d'épargne, défini par chaque conseil départemental. Ces derniers seraient ainsi appelés à fixer un montant d'épargne maximal pour les personnes souhaitant recevoir cette aide. La gauche a accusé la droite de venir fragiliser la protection sociale sur le territoire, quand les élus macronistes ont évoqué une mesure inconstitutionnelle.

« Il y a des concitoyens dans certaines régions de France qui sont au RSA avec 40.000 euros de réserve bancaire sur des livrets d'épargne. Il n'est pas normal que des personnes sans aucune réserve travaillent tous les jours et se retrouvent à payer pour les autres. Il s'agit pour moi d'une mesure de justice sociale, sans aller évidemment jusqu'à la ruine des personnes », conclue Alain Milon.



Jean-Claude Bouchet renonce à un 4ème mandat de député



Après 20 ans dans l'arène politique, le député LR de Vaucluse, Jean-Claude Bouchet, quitte le sable de l'amphithéâtre.

« J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis », nous confiait Jean-Claude Bouchet il y a quelques jours, <u>interrogé sur un éventuel 4e mandat</u> aux législatives de juin 2022. Depuis, la réflexion a fait son bout de chemin pour prendre la forme d'une déclaration publiée ce samedi 22 janvier sur sa page Facebook. Face caméra, ton solennel, drapeau tricolore, le parlementaire annonce vouloir « passer le relais » pour les législatives 2022.



Deux fois maire de Cavaillon, trois fois député LR, anciennement vice-président de la CCI Vaucluse, président du syndicat des transporteurs routiers, Jean-Claude Bouchet « ne craint pas ce combat » qui se profile. Pour autant, il « ne souhaite pas être celui, qui en restant, empêche une nouvelle génération d'émerger ». La nouvelle déjoue les pronostics de ceux qui le voyaient déjà tracter à travers les étals des marchés. Une déclaration d'autant plus surprenante qu'elle intervient après la présentation des députés LR de Vaucluse par Julien Aubert, dont le député cavaillonnais faisait partie.

Durant plus de trois minutes, celui qui a « sillonné de long en large la 2e circonscription » revient sur son engagement pour les entreprises, le redressement du pays et la protection des agriculteurs. Il cite notamment ses rencontres marquantes : le pape François, Shimon Peres ou Vladimir Poutine. Enfin et surtout, il égrène quelques chiffres de son bilan. « Cela fait 20 ans que je m'investis pour Cavaillon, le Vaucluse, la France. 20 ans de combats, tous gagnés. [...] J'ai déposé 18 propositions de loi, j'en ai cosigné 1064, rédigé 1019 questions écrites, 170 amendements. J'ai réalisé 650 permanences en mairie, [...] j'ai rencontré plus de 5000 personnes en rendez-vous individuel », énumère le parlementaire. Pour l'heure, Jean-Claude Bouchet qui « quitte cette mission avec le sentiment du devoir accompli », indique avoir d'autres projets et ne pas rester « inactif ».

Vaucluse : les candidats LR aux prochaines législatives



Ecrit par le 3 novembre 2025



Les voilà prêts pour la bataille, soutenant mordicus leur candidate <u>Valérie Pécresse</u> de passage à Cavaillon il y a quelques jours. Réunie ce lundi 10 janvier à Novotel Avignon Nord, la famille Les Républicains de Vaucluse a dévoilé la fameuse liste. Des édiles, des parlementaires sortants et une femme. Voici les candidats LR aux législatives de juin 2022 : première circonscription : <u>Dominique Brogi</u> (chef d'entreprise à Agroparc et conseillère régionale) ; deuxième circonscription : <u>Jean-Claude Bouchet</u> (député sortant) ; troisième circonscription : <u>Gilles Veve</u> (maire de Saint-Didier) ; quatrième circonscription : Roger Rossin (maire de Cairanne) et enfin cinquième circonscription : <u>Julien Aubert</u> (député sortant).



Jean-Claude Bouchet : « le Vaucluse doit chasser en meute »



Jean-Claude Bouchet ou ténor de la vie politique locale. Deux fois maire de Cavaillon, trois fois député de la 2e circonscription de Vaucluse, vice-président de la CCI de Vaucluse par le passé. Entretien à quelques mois des législatives.

L'Echo du mardi : Votre engagement ne souffre-t-il pas d'une lassitude naturelle à l'égard de la vie politique ?

Jean-Claude Bouchet : Il n'y a pas de lassitude à partir du moment où vous arrivez à faire avancer les





choses. J'ai passé vingt ans dans la vie économique avec la Flèche cavaillonnaise (première coopérative d'entreprises de transport, ndlr), mais également en tant que président du syndicat de transporteur routier. J'ai plusieurs fois été au contact de ministres des Transports, de droite et de gauche. Je me suis plu, j'étais utile à la création de richesses sur le territoire. J'ai ensuite voulu passer de l'autre côté de la frontière pour me lancer en politique, toujours dans le but d'être utile. Le mandat de député/maire était très intéressant en ce sens. En tant que maire, vous êtes dans le concret, vous bâtissez pour l'avenir de votre territoire. En tant que député, vous vous servez de l'expérience de terrain pour apporter un regard pratique à une loi. Quelle erreur d'avoir céder au populisme en supprimant le cumul des mandats. Quand on regarde les députes LREM arrivés sans mandat local, on s'aperçoit qu'ils sont déconnectés de la réalité. Même si l'on se trouve dans l'opposition comme moi, faire des propositions est utile. Ce sont pour moi des semences que je laisse là-haut et qui pourront être reprises par un confrère ou une majorité.

Êtes-vous candidat pour un 4e mandat de député?

J'ai obtenu l'investiture LR. Mais pour le moment, je n'ai pas pris de décision. J'ai à mon actif trois mandats de député, un dans la majorité et deux dans des oppositions complètement différentes. J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis.

Le Vaucluse : 5e département le plus pauvre de France. Comment l'expliquez-vous ?

L'ouverture au marché commun, des produits avec une saisonnalité différente, la chute des prix, l'ouverture des magasins à succursales, autant de facteurs ayant appauvri le département. Cavaillon était autrefois une ville riche avec une quarantaine d'expéditeurs. Certains étaient des 'seigneurs', ils travaillaient durement et faisaient vivre toute la ville. Les producteurs gagnaient bien leur vie, il y avait beaucoup de flux. Tout s'est effondré dans les années 75, Cavaillon s'est retrouvée sans aucune diversification. C'est l'une des raisons qui m'a poussé à devenir maire, pour participer au redressement et donner des perspectives d'avenir. Parallèlement, il y a un manque de dynamisme de la ville d'Avignon qui est la capitale. Le Vaucluse est engoncé dans le Gard et les Bouches-du-Rhône. Il a manqué également de grands leaders politiques tel que des Gaudin par exemple. Il manquait ce charisme qui aurait pu entraîner le Vaucluse vers le haut. Une autre cause inéluctable : le dysfonctionnement pendant vingt ans du port autonome de Marseille, outil logistique numéro un dans notre région. Nous avons perdu des parts de marché au profit du port du Havre, et cela nous a détruit.

Un secteur d'activité porteur pour le département ?

Je sais une chose de par mon ancien métier : le Vaucluse est un carrefour logistique énorme. Quand vous sortez des produits, il faut que le coût logistique soit le plus minime possible. Nous sommes sur le chemin entre l'Europe du nord, et l'Italie, l'Espagne, le Maghreb. Tout transite par chez nous. Nous avons les infrastructures, l'aéroport, les gares, les TGV. Nous devons essayer d'attirer des entreprises de renommée internationale qui sont à 500, 1000 km en France et à l'étranger. En plus de l'emplacement, nous sommes une belle carte postale, entre le Luberon et le Ventoux. A 80 km nous avons Airbus, il ne s'agit pas de recréer la même société, mais nous pouvons attirer des entreprises connexes en matière de technologies et de composants. Il faut chasser en meute, cela fait vingt ans qu'on le dit. Il faut agir au



côté des collectivités, de la préfecture, du Département, de la CCI, la Chambre des métiers et tous les acteurs économiques. Vous êtes plus puissant et vous ne vous tirez pas sur les pattes. Quel est l'intérêt de diviser les ressources et chasser individuellement ? Il manque un projet fédérateur pour gagner en efficacité et être plus percutant pour attirer les entreprises.

Une Bac de nuit effective début 2022 à Cavaillon et 40 CRS supplémentaires en attendant. La réponse de Gérald Darmanin suite aux fusillades à Dr Ayme est-elle suffisante ?

Je dirais oui, mais quel regret d'en être arrivé là. Quand j'ai été élu maire la première fois, Cavaillon pleurait sur son passé avec un taux de chômage de 14%. Il fallait lui redonner un avenir, redonner confiance aux gens, sortir de cette sinistrose. L'immense sentiment d'insécurité nous a conduit à doubler le nombre de policiers municipaux, dont ¾ étaient des anciens légionnaires. J'ai créé une brigade canine cynophile, multiplié par sept le nombre de caméras vidéo surveillance. En quatre ans, nous avons diminué la délinquance de 50%, chiffre officiel de l'Etat. Ceci grâce à un excellent partenariat avec les polices municipale et nationale. Le problème, c'est qu'en ayant de très bons résultats, l'Etat dans sa pénurie de moyens, envoyait ses renforts à Avignon plutôt qu'à Cavaillon. Sauf qu'en matière de drogue, la nature a horreur du vide et les trafics ont repris. L'Etat a pris conscience du désengagement des moyens et remet aujourd'hui des effectifs. Je dirais que c'est un bon moyen de temporiser cette lutte mais il a fallu insister. Au départ, les CRS étaient censés venir huit jours en cas de problème. Enfin, il faudra surveiller. La brigade ne sera pas opérationnelle en un claquement de doigts, il faudra du temps pour connaître le territoire.

Que vous inspire la CCI de Vaucluse, qui a réussi l'exploit d'être la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires ?

L'intérêt particulier l'a emporté sur l'intérêt général. C'est une situation déplorable, irréversible en raison de la querelle de personnes. Personne n'a su élever le débat pour que la CCI conserve son rôle d'accompagnement des entreprises du territoire. Tout ça s'est déroulé dans un contexte déjà difficile, avec notamment l'Etat qui a enlevé toutes les dotations pour les verser aux CCI régionales. Une perte de pouvoir ajoutée au problème de gouvernance, la situation était compliquée. Aujourd'hui, je souhaite simplement que les personnes qui composent la nouvelle présidence aient un sens important de l'intérêt général et de l'entreprise.

Si vous deviez retenir deux projets au service de vos administrés ?

Tout d'abord, la mise en place du deuxième pont sur la Durance, qui relie Cavaillon aux Bouches-du-Rhône. Ce qui peut pénaliser une ville, c'est son manque de fluidité en raison des embouteillages. Nous avons tendance à l'oublier, si vous regardez aujourd'hui par rapport à dix ans en arrière, il n'y a plus de ralentissement important à l'entrée de Cavaillon. Deuxième point, les travaux que nous avons engagés à partir de 2009 autour de la rivière du Coulon – Calavon, pour faire face aux inondations. J'ai été élu en mars 2008, en décembre 2008, une inondation a eu lieu avec un débordement d'un mètre. J'étais tout le temps sur le terrain. Certains refusaient même de me serrer la main alors que j'étais élu depuis huit mois



seulement. Il y avait tellement de procédures administratives que les choses n'avaient pas réellement avancé. J'ai donc pris le dossier à bras-le-corps. Nous sommes partis au combat avec l'administration, avec l'Etat et la préfecture. Nous sommes arrivés à remettre en route un processus pour faire des travaux et sécuriser les villes. En 2012, de nouvelles intempéries identiques à celles de 2008. Pas une goutte d'eau n'a été déversée à ce moment-là. Pari gagné.

Éric Ciotti qui soutient Eric Zemmour en cas de face-à-face avec Emmanuel Macron. La droite républicaine n'est-elle pas sujette à malaise ?

Je ne suis pas dans le commentaire des propos à résonnance médiatique. Attachons-nous au fond, non au débat de personne. Le parti LR a des positions très claires sur le régalien. Je vais prendre deux chiffres. Sous de Gaulle, les dépenses régaliennes, police, justice, représentaient 6% du PIB, aujourd'hui c'est 3%. Nous sommes passés d'une unité à la moitié, parce que les budgets ont été affectés ailleurs. Les institutions de la République doivent garantir la sécurité de chacun. Aujourd'hui, il faudrait même élever le chiffre à 7 ou 8%, car vous n'avez plus ce pilier fort de la famille, de l'éducation, du respect. L'Etat par son rôle doit subvenir aux insuffisances de chacun. Si revenir au régalien fait dire à certains que c'est de l'extrême droite, c'est à n'y rien comprendre. Notre parti n'a pas dérivé sur l'extrême droite. C'est un parti attaché au triptyque : liberté, égalité, fraternité. Dans la pratique en France, nous en sommes encore loin.

Quelle est la force de la famille LR par rapport à d'autres partis tel que LREM ?

La différence, c'est que l'engagement des Républicains repose sur un parti politique. LREM n'est pas un parti politique. Pour moi, aucune comparaison n'est possible. Le parti LR, auparavant UMP, a cette histoire ancienne, ces valeurs fondamentales, cette ligne idéologique. Emmanuel Macron a gagné l'élection, les Français ont élu un homme. Le jour où il n'y aura plus Emmanuel Macron, je ne suis pas sûr qu'un Edouard Philippe s'entende avec un François Bayrou.

Propos recueillis par Linda Mansouri